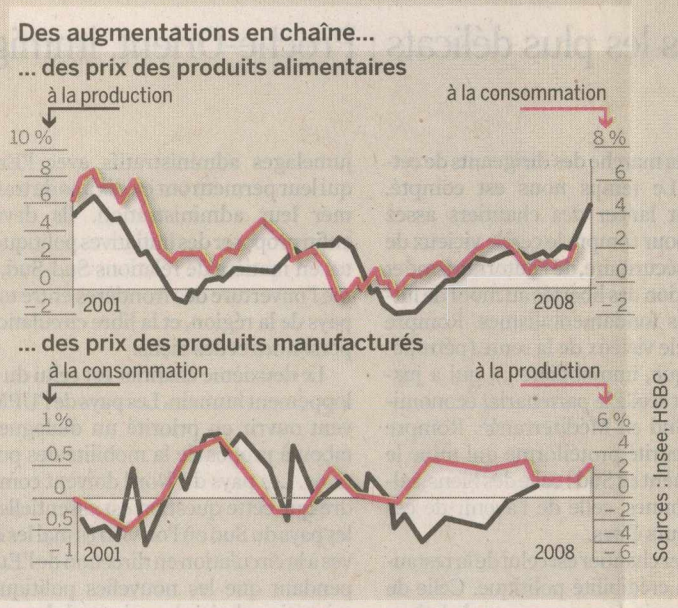
L'inflation se nourrit en partie de la forte hausse...

→ ...des matières premières : pétrole, gaz
métaux : cuivre, plomb, nickel, zinc...

→ ...des produits industriels : acier
pâte à papier...

→ ...des produits agricoles : céréales, oléagineux...

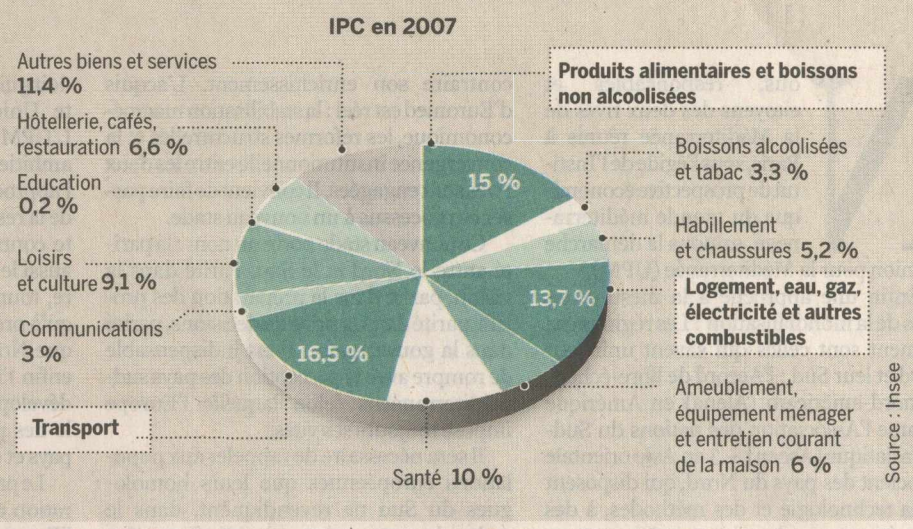
Conséquences :
- augmentation des prix
- baisse du pouvoir d'achat



Sources : Insee, HSBC

L'indice des prix à la consommation (IPC) permet de suivre l'inflation, mois après mois

Il s'appuie sur un "panel" ou "panier", représentatif de notre consommation "courante" et se décompose en 12 fonctions de consommation.



Source : Insee

Inflation

Un inquiétant retour

Le G8 s'est ému de la flambée des prix de l'énergie qui alimente depuis un an un regain de l'inflation dans les pays industrialisés, notamment dans la zone euro. Explications d'un phénomène qui réduit la marge de manœuvre des gouvernements

Oubliée depuis les années 1980, l'inflation est redevenue un sujet de démoralisation pour les consommateurs, de polémique entre banques centrales et gouvernements et de préoccupation pour le G8.

Ce qu'est l'inflation. La valse des étiquettes de quelques produits ne suffit pas à la caractériser. Qui dit inflation, dit hausse du niveau général des prix. Dans leur *Dictionnaire des sciences économiques et sociales* (Editions Belin), Janine Brémond et Alain Gélédan y voient un phénomène autoentretenu, fondé sur des mécanismes macroéconomiques qui mettent en jeu l'interdépendance de l'économie : la répartition, la formation des prix, les systèmes de distribution...

Pour les monétaristes, il y a inflation par la demande lorsque la monnaie est trop abondante par rapport aux richesses produites (la masse monétaire croît plus vite que le PNB en volume). Les variations de prix rétablissent alors l'équilibre. Pour les keynésiens, il y a inflation par la demande globale quand le système ne peut plus réagir aux variations de quantités de monnaie par un accroissement de la production. Les marxistes, eux, voyaient une façon de lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit.

Comment elle naît. Le regain d'inflation dans la zone euro, avec un pic à 4 % en juin, est dû, aux deux tiers, à la flambée des prix des matières premières agricoles et de l'énergie, portée par la demande des pays émergents. Côté agricole, la conjonction de facteurs (réduction des surfaces cultivées, aléas climatiques...) et de mouvements spéculatifs tire les prix vers le haut. Côté pétrole, les pays producteurs sont d'autant moins enclins à produire plus qu'ils sont payés en dollars, une monnaie dépréciée.

De plus, l'entrée rapide de la Chine dans le commerce international a tiré les prix des produits manufacturés vers le bas entre 2002 et 2006, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les effets déflationnistes de la mondialisation s'estompent, analysait Mathilde Lemoine, directrice des études économiques d'HSBC France, fin 2007. Elle décelait aussi, dans la chaîne des prix, des phénomènes de *« contagion »* des hausses, de la production à la consommation, encore à l'œuvre aujourd'hui. Des sources d'inflation domestique peuvent s'y ajouter, comme l'insuffisante ouverture des services à la concurrence en France.

Les gagnants et les perdants. Nocive pour tous à long terme, l'inflation n'est pas mauvaise à court terme pour les revenus des pays pétroliers ou de certains agriculteurs. Elle peut, ponctuellement, améliorer la situation des emprunteurs, mais cette amélioration cesse quand les taux d'intérêt réels remontent. En 2008, le gouvernement français bénéficiera d'un surcroît de recettes de TVA (cet impôt étant assis sur les prix et non sur les volumes). Toutefois, la hausse des taux directeurs de la BCE, liée au regain d'inflation, alourdit, partout, la charge de la dette. Les salariés, en particulier les plus modestes, très exposés à l'augmentation des dépenses contraintes (alimentation, transport etc.), sont les grands perdants du retour de la hausse des prix. Leur pouvoir d'achat recule, l'indexation globale des salaires sur les prix ayant peu ou prou disparu en Europe. Et il n'y a pas, pour l'instant, de spirale inflationniste, c'est-à-dire de contagion prix-salaires. ■

CLAIRE GUÉLAUD

« L'exercice, risqué, de la hausse des taux directeurs de la BCE a été réussi »

Eric Vergnaud, vous êtes économiste à BNP Paribas. Y a-t-il divergence entre Européens et Américains à propos de l'inflation ?

Si la Banque centrale européenne (BCE) et la Réserve fédérale américaine (Fed) n'ont pas le même mandat, le regain d'inflation les inquiète autant l'une que l'autre. Ainsi, la Fed a mis fin à sa politique d'assouplissement et on se demande désormais non pas si, mais quand, elle va remonter ses taux. La Fed a trois objectifs : emploi maximum, niveaux de taux longs modérés et stabilité des prix. La BCE a un objectif principal, la stabilité des prix à moyen terme, mais sans préjudice de celui-ci, car elle doit soutenir les politiques économiques de la zone euro. Ainsi, contrairement au procès qu'on lui intente souvent, l'institution de Francfort ne néglige ni l'activité ni l'emploi. Elle considère que l'économie européenne est actuellement assez solide pour pouvoir supporter la remontée, décidée le 3 juillet, de 4 à 4,25 %, de son principal taux directeur – son plus haut niveau depuis sept ans. Surtout, elle estime que le danger principal pour l'économie est la hausse de l'inflation.

Quels peuvent en être les effets ?

Certes, la flambée des prix vient surtout des produits alimentaires et du pétrole, alors que l'inflation sous-jacente reste sage pour le moment. Mais la BCE veut éviter des effets de second tour, par la contagion aux salaires et à l'ensemble des prix, des tensions sur les coûts des matières premières.

Quels sont les remèdes possibles ?

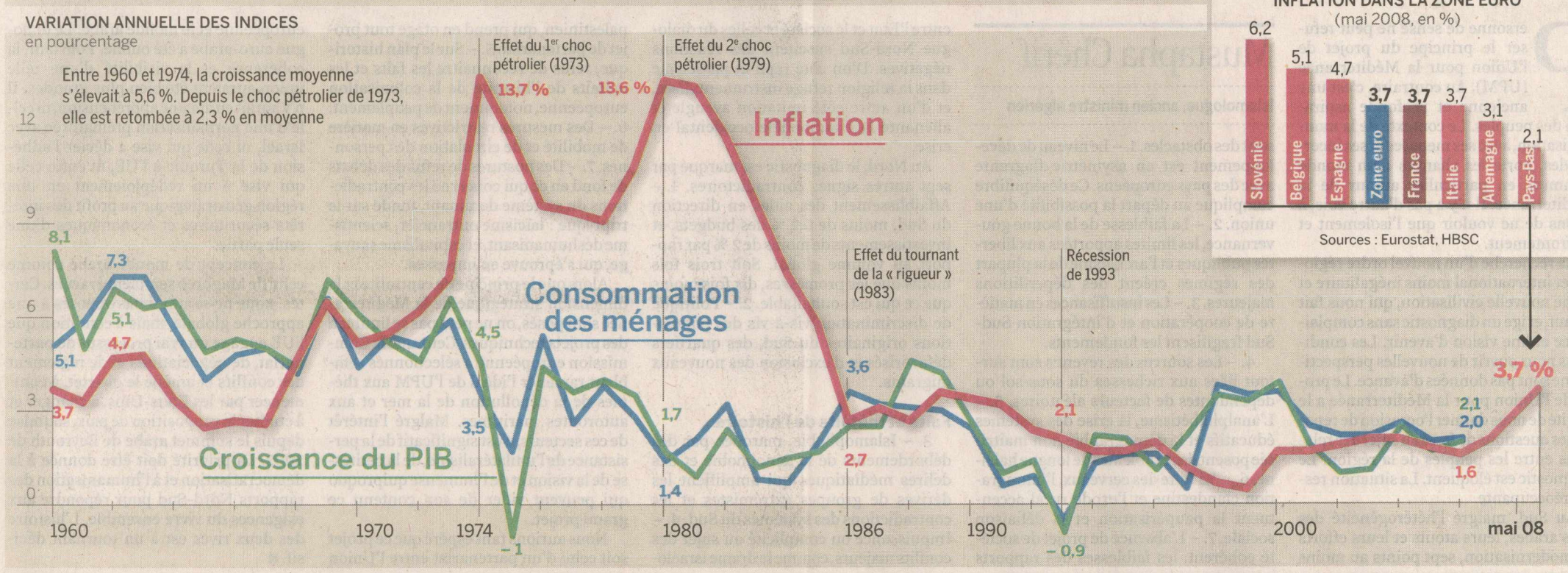
Cela passe par l'ancrage, à des niveaux bas, des anticipations d'inflation, alors que celles-ci se sont redressées depuis quelques mois, du côté des ménages – très sensibles à l'augmentation des dépenses contraintes – et des marchés. Les points morts d'inflation à 10 ans atteignent 2,7 %, alors qu'ils étaient à 2,1 % l'été dernier. Or la stabilisation, et a fortiori la baisse des anticipations d'inflation dépendent largement de la crédibilité de la BCE à assurer la stabilité des prix à moyen terme.

Que pensez-vous de l'action de la BCE ?

La hausse des taux directeurs de la BCE ne fait pas baisser le prix du pétrole et peut même, surtout isolée, avoir l'effet inverse, en renforçant l'euro face au dollar. Ceci n'incite pas les pays producteurs de pétrole, rémunérés en dollars, à augmenter leur offre. L'exercice, risqué pour la BCE, a été réussi, avec le repli marqué tant de la parité euro-dollar, revenue de 1,59 € pour un dollar à 1,57€, que des taux longs, déterminants pour le financement de l'économie. Jean-Claude Trichet a su affirmer sa détermination face à la hausse des prix et calmer les tensions sur les taux, en ne disant rien qui suggère un nouveau resserrement monétaire à court terme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE GUÉLAUD

France : les pics d'inflation ont une conséquence directe sur la consommation des ménages



Source : comptes nationaux, Insee, mai 2007